



HAL
open science

Le retour de l'économie politique

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

| Jacques Fontanel. Le retour de l'économie politique. Economie en Liberté, 1983. hal-04612820

HAL Id: hal-04612820

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-04612820>

Submitted on 14 Jun 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le retour de l'économie politique.

Jacques Fontanel
Economie en Libertés,
Echo-Eco, Grenoble, 1983

Résumé : L'économie devient politique lorsque les Etats interviennent pour contrôler, modifier ou transformer l'évolution sociétale, sur la base de choix entre développement économique, productivité, inégalités sociales ou effets de domination dans les relations économiques internationales. Dans ce contexte, l'analyse sommaire des besoins des hommes rappelle les bases mêmes de l'action économique. En France, l'arrivée au pouvoir de François Mitterrand pose la question du poids de l'Etat dans une économie capitaliste. Enfin, après la grande vague de décolonisation, les pays du Tiers-Monde proposent de modifier profondément l'ordre économique mondial installé pendant la longue période du colonialisme. L'économie politique reprend ses droits de noblesse, mais la « Reaganomics » et l'essor des firmes multinationales reportent aux calendes grecques une revendication légitime.

The economy becomes political when States intervene to control, modify or transform societal development, on the basis of choices between economic development, productivity, social inequalities or effects of domination in international economic relations. In this context, the summary analysis of human needs recalls the very bases of economic action. In France, the coming to power of François Mitterrand raises the question of the weight of the State in a capitalist economy. Finally, after the great wave of decolonization, Third World countries are proposing to profoundly modify the world economic order established during the long period of colonialism. Political economy is regaining its noble rights, but "Reaganomics" and the rise of multinational firms are postponing a legitimate claim indefinitely.

Mots-clefs : besoin, politique économique, économie internationale, nouvel ordre économique internationale, guerre, Mitterrand

Human needs, economic policy, international economy, new international economic order, war.

L'existence même de l'économie est une preuve de l'inexistence de la liberté absolue. L'activité économique n'aurait aucune raison d'être si l'homme n'était pas un être de besoin, un être dépendant des chaînes de la vie biologique. L'homme ne naît pas libre, il connaît immédiatement les contraintes de l'existence, d'abord la contrainte individuelle de survie physiologique, ensuite la contrainte sociale de l'organisation de l'activité économique.

Liberté et économie s'excluent l'une l'autre. L'aliénation existentielle de l'homme exprime la "finitude" inexorable de l'homme. La rareté existentielle domine la rareté économique et la conscience de la mort rend l'aliénation inéliminable. L'homme est surtout libre de renoncer à ses potentialités. Faut-il pour autant rejeter la liberté de l'analyse économique ? Les économistes contemporains en ont bien souvent décidé ainsi, même si, au simple niveau des théories économiques, les choix de société apparaissent.

Les théoriciens modernes limitent leurs domaines de réflexion à des études politiques des modes de production, fondées sur des hypothèses et postulats d'importance quant aux résultats ainsi obtenus en forme de démonstration. Les "néo-classiques" affirment que la liberté ne peut être réellement exercée que dans un système capitaliste, puisque chaque individu peut choisir son métier, refuser un emploi, consommer les produits qu'il désire dans les limites de son pouvoir d'achat et de ses possibilités d'endettement ou exprimer ses désirs par la demande sur le marché. Leurs détracteurs affirment que cette liberté n'en est pas une, d'une part parce que les prolétaires n'ont pas le choix véritable de leur métier, d'autre part parce que les consommateurs sont manipulés par les grandes entreprises ; en outre, l'exploitation de la classe ouvrière conduit à une forme nouvelle d'esclavage au profit de la liberté et du profit d'un petit nombre de personnes privilégiées.

Les auteurs marxistes considèrent pour leur part que seules les sociétés socialistes permettent le développement des « vraies » libertés, car il ne suffit pas de ne retenir que les seules libertés formelles ; il faut protéger concrètement la réalisation de toutes les libertés par la suppression de la propriété privée des moyens de production et l'organisation collective de la production. Cette analyse n'est pas retenue par les partisans du système capitaliste qui estiment que la planification collective conduit nécessairement au gaspillage des ressources et surtout à l'émergence d'un Etat policier que Jacques RUEFF imaginait avide de sévir. Si l'économie se présente avant tout comme une manifestation du manque de liberté, elle est aussi un moyen de lutter contre les raretés ; à ce titre, elle peut protéger certaines libertés, même si elle néglige les conditions d'expression de la liberté.

L'économie devient politique lorsque les Etats interviennent pour contrôler, modifier ou transformer l'évolution sociétale, sur la base de choix entre développement économique, productivité, inégalités sociales ou effets de domination dans les relations économiques internationales. Dans ce contexte, l'analyse sommaire des besoins des hommes rappelle les bases mêmes de l'action économique. En France, l'arrivée au pouvoir de François Mitterrand pose la question du poids de l'Etat dans une économie capitaliste. Enfin, après la grande vague de décolonisation, les pays du Tiers-Monde proposent de modifier profondément l'ordre économique mondial installé pendant la longue période du colonialisme. L'économie politique reprend ses droits de noblesse, mais la « Reaganomics » et l'essor des firmes multinationales reportent aux calendes grecques une revendication légitime.

Les besoins et leur insatisfaction

Les économistes ont oublié de s'interroger sur le concept de besoin. Pourtant, ils définissent souvent l'économie comme la recherche des instruments nécessaires à la lutte contre la rareté et donc à la satisfaction des besoins (3). Très schématiquement, il existe deux grandes théories du besoin :

- L'analyse néo-classique adhère à une théorie subjective du besoin. Le sujet économique possède un ensemble de préférences hiérarchisées dont la satisfaction conduit à une situation optimale au regard des revenus disponibles. L'attitude hédonistique domine les actes économiques et les besoins des individus, identifiés aux préférences individuelles, constituent le début de la chaîne qui détermine la décision d'achat sur le marché des biens de consommation, pièce maîtresse de toute la production. Pour l'analyse néoclassique, les besoins appartiennent à la nature humaine, ils sont individuels et subjectifs.

- Les analyses classiques et marxistes considèrent que les besoins sont historiques et sociaux. L'homme appartient certes à la nature, mais, pour survivre, il s'oppose à elle par le travail. L'être humain n'existe que dans et pour l'homme social. Le travail est alors la manifestation et l'expression même de la vie humaine et c'est par lui que les rapports de l'homme avec la nature se transforment et que l'homme se réalise lui-même. Depuis le début du XXème siècle, de nombreuses analyses sont venues apporter des réflexions nouvelles sur ce concept déterminant de l'activité économique. Les réflexions violentes et humoristiques de Galbraith (9) ont conduit toute une génération d'économistes à s'interroger sur la "création des besoins" ; les études sérieuses de Chambart de Lauwe ont amené la distinction entre les besoins aspiration et les besoins obligation, 1es analyses de Veblen, Halbwachs, Bourdieu, Attali se sont portées sur la réalisation d'une

théorie du besoin basée sur le phénomène de la capillarité sociale, les luttes d'Illich ont amené de nombreuses critiques sur la croissance contemporaine, les recherches de Baudrillard ont engendré les réflexions sur le concept idéologique de besoin; la synthèse psychanalytique de Deleuze-Guattari a suscité de nouvelles critiques sur le système capitaliste. Toutes ces études s'avèrent intéressantes mais les économistes ne semblent guère les intégrer dans leurs schémas d'analyse (4).

Le concept de besoin est polysémique, il exprime aussi bien un état qu'une action. Il faut distinguer les besoins directs qui peuvent se définir comme la dégradation de l'ordre biologique et somatique de l'homme et les besoins indirects (les produits et services) qui sont l'expression sociale des besoins directs. Les besoins indirects sont historiques et sociaux, les besoins directs sont intrinsèques à l'homme, être individuel et être social. Cette conceptualisation conduit à réfuter l'équivalence entre les produits et les besoins. On ne peut créer que des besoins indirects. Oublier cette évidence conduit inéluctablement à la défense de la société productiviste, au détriment d'une société réellement humaine.

Or, l'organisation industrielle du monde contemporain ne se préoccupe guère de l'épanouissement des hommes. A l'Est comme à l'Ouest, l'économie s'est transformée en science impérialiste au service du Pouvoir. L'organisation industrielle actuelle est réductrice des libertés, car elle gaspille le travail et donc le temps humain, elle implique des choix qui ne doivent rien à l'initiative individuelle (choix du travail par exemple), elle impose une signification métonymique à la possession de chaque objet. La rareté est source de pouvoir ; les dirigeants refusent alors de perdre leurs privilèges. Pour ce faire, ils organisent l'environnement à leur profit en détruisant les rapports symboliques traditionnels par la codification sociale des objets comme système de signification. Ainsi tout achat peut être interprété comme un message d'intégration sociale. Le système industriel réduit potentiellement les libertés : qui est libre ? Le producteur et ses échéances ? Le travailleur et la vente de sa force de travail ? Le consommateur et la publicité (5) ? Le système d'interdépendance de l'organisation économique empêche la réduction de l'aliénation sociale (17). Quels sont les espaces de convivialité dans les rapports sociaux qui devraient toujours être respectés (12) ? Seuls les privilégiés échappent partiellement aux réductions des libertés, car du haut de l'échelle sociale, on organise même le rêve de la liberté pour soi, en ne faisant appel à la solidarité collective, souvent celle de l'Etat, que lorsque les affaires vont mal, notamment en période de crise économique.

Face aux systèmes économiques d'aujourd'hui, les marges de manœuvres semblent réduites (10). Comment modifier les

conditions de vie des personnes sans faire appel à des positions utopiques, dont on sait que parfois elles modifient les comportements, puis l'évolution des systèmes. L'utopie a-t-elle encore une place dans nos schémas de pensée ? Faut-il s'en remettre indéfiniment à ces fameuses structures ou à la lutte révolutionnaire pour espérer changer la vie ? Depuis que Marx s'est refusé à faire "bouillir les marmites de l'histoire, les recherches sur les sociétés idéales ont disparu, réduisant du même coup les forces contestataires qui naissaient à chaque nouvelle proposition.

Or, toutes les périodes d'agitation sociale connaissent la même trame. Tour à tour, les travailleurs, les consommateurs, les citoyens contestent le pouvoir en place. Les grèves, les actions de rétorsion, les barricades, l'agitation politique ou les attentats paralysent la vie collective et rendent plus difficiles les rapports entre les différents groupes aux intérêts artificiellement opposés par des systèmes économiques fondamentalement "différenciateurs". La situation de contestation débouche sur une période d'incertitude qui précède la période d'enlèvement. Les pouvoirs en place acceptent quelques revendications après de longues négociations, réduisant ainsi la force de contestation. Ils conservent l'essentiel, payé au prix de l'accessoire. Pourquoi donc la situation de refus du système débouche-t-elle inéluctablement sur un replâtrage qui ne fait, en définitive, que conforter les inégalités et les pouvoirs en place ? Parce que l'on a réussi à persuader les intellectuels et les travailleurs qu'il ne fallait juger que les faits, que la construction d'une société différente ne pouvait être sérieusement imaginée en dehors des forces actuelles et que finalement seuls les poète (et encore) pouvaient espérer un paradis sur terre.

L'expérience française des élections de 1981

En 1981, François Mitterrand est devenu Président, soulignant ainsi une certaine maturité politique d'un pays volontiers contestataire. Cette élection peut être interprétée comme le souhait d'une autre politique, plus sociale (1), plus encadrée (13). Le Parti socialiste avait préalablement présenté 110 propositions d'action dès son arrivée au pouvoir, à la Présidence de la République française (14). Dans ce contexte, la démocratie a sans doute été la grande gagnante de cette élection. Les Français allaient enfin savoir si cette fameuse Constitution de la Vème République était bien celle de tous les Français ou si elle n'offrait un cadre d'action qu'à un seul courant politique. L'alternance se présentait comme une victoire pour la démocratie et si les mécanismes de l'Etat s'avaient toujours aussi bloqués lorsque l'autre sensibilité de l'électorat français s'exprimait, il fallait bien

admettre que la démocratie était virtuelle depuis plusieurs années. La réussite de la passation des pouvoirs apportait une preuve concernant la "véritable" liberté de choix des citoyens. C'était aussi une victoire de la morale, tant l'usage du pouvoir corromp et ouvre peu à peu la voie au népotisme, au mépris des gouvernés et aux relations ambiguës avec le monde de l'argent et des « affaires ». L'alternance est un moyen efficace de lutte contre les abus qu'engendre le sentiment de l'impunité.

Enfin, les résultats du 10 mai étaient aussi révélateurs du renouveau des esprits, la victoire du changement (mais aussi du risque) au détriment de la peur et de la fatalité. La France venait de prouver sa jeunesse (ou de la retrouver). Une dynamique nouvelle pouvait surgir de ce changement de pouvoir fondé sur une plus grande attention portée aux populations les moins aisées. Cependant, cette victoire morale, psychologique et politique devait aussi conduire à une réussite économique et sociale. Les promesses engagent surtout ceux qui les croient acquises. La nouvelle politique économique à mettre en place n'allait pas de soi, elle s'engageait sur des chemins nationaux et internationaux déjà bien occupés par les forces économiques dominantes. Plusieurs obstacles étaient déjà annoncés quant à la réalisation et à l'intérêt d'application d'un Programme Commun internationalement contesté dans l'ordre occidental.

- Ainsi, l'impôt sur les fortunes, plutôt bien perçu par les citoyens français, était contesté par le capitalisme international. Il était supposé conduire à une accélération de la fuite des capitaux et à la baisse des valeurs françaises sur les places boursières. Or, en matière de change, les évolutions vont très vite, puisque toute monnaie est basée d'abord sur la confiance. En deux mois, quelques estimations spéculatives estimaient, a priori, que le franc pouvait perdre plus de 50 % de sa valeur, ce qui ne pouvait pas manquer d'avoir des incidences graves sur la facture pétrolière, les importations et sur l'inflation. Or, il paraissait difficile à un gouvernement de gauche d'être réellement opérationnel avant cette date, car la reprise en main des commandes économiques dans un pays dominé par le secret des affaires privées et publiques s'avérait particulièrement difficile. Un contrôle strict des échanges, un contrôle conjoncturel sérieux des prix, une action continue en faveur de l'épargne apparaissaient comme des mesures à prendre de toute urgence pour donner une chance de succès au programme socialiste.

- Le relèvement du SMIC et la hausse des allocations familiales étaient fortement soutenues par l'opinion publique. Les effets d'une telle mesure sont toujours prévisibles au niveau théorique, mais les économistes ont beaucoup de difficultés à mettre en

évidence et à comprendre les "time-lags" (intervalles de temps) des décisions des bénéficiaires de l'opération (entre la consommation immédiate ou l'épargne, par exemple) et la capacité des entreprises à répercuter les coûts de la masse salariale sur leurs prix, conduisant ainsi à des tensions inflationnistes plus ou moins importantes, selon les degrés et la vitesse de réaction des opérateurs sur les marchés. Normalement, les mesures prises devaient favoriser la consommation et donc la production, sauf si la demande portait principalement sur des biens et services importés ou si l'offre était conjoncturellement insuffisante pour satisfaire la demande. En outre, les entreprises fortement utilisatrices de main d'oeuvre voyaient leurs coûts augmenter de telle façon qu'elles pouvaient perdre leur position concurrentielle. Tous ces effets pervers, pouvait conduire l'économie française face à une crise économique d'importance.

L'action de l'Etat dépend des réponses plus ou moins rapides face aux difficultés conjoncturelles, dont le nouveau gouvernement héritait en partie, mais en partie seulement. Il existait en France une dynamique qu'elle n'a sans doute pas connu depuis 1958 et les partenaires sociaux (à l'exception du patronat, sans doute) cherchaient à lui apporter une aide à la mesure des espérances des citoyens. Dans ce contexte, les économistes n'étaient sans doute pas les hommes clés du système. Le mouvement de réforme, la volonté des français de s'y plier, le courant populaire qui soutenait ce changement étaient suffisamment fort pour concevoir une transformation en profondeur des conditions sociales des Français, mais toute espérance a une fin si on ne donne pas des gages de réalisation. Ensuite seulement, le nouveau Président devait être jugé sur la lutte contre le chômage, sur l'allocation pour les jeunes en formation, sur sa politique en matière d'épargne (livret de Caisse d'épargne indexé sur le coût de la vie), sur son programme d'investissement notamment dans le bâtiment et les travaux publics, sur le relèvement des retraites des personnes âgées, sur le contrôle de la santé publique, mais aussi sur le rôle de la France dans le Monde (et à cet égard les pays en développement ne peuvent manquer d'être satisfaits de cette élection, tant le gouvernement précédent s'était montré avare, cupide et égoïste) et sur l'application réelle du Traité de Rome. Pour le septennat, l'action de François Mitterrand doit être encore plus fondateur d'une nouvelle société avec :

- Abolition de la peine de mort,
- Fin du monopole de la radio et de la télévision,
- Mise en place de referenda locaux et nationaux sur des questions intéressant directement les citoyens,
- Doublement de l'aide publique au développement,

- Réforme du service national (réduction de sa durée à 6 mois),
- Développement des collectivités régionales,
- Nationalisation des banques et des grandes compagnies d'assurance, et
- Maintien de la force de dissuasion.

En revanche, les revendications écologiques n'ont obtenu que de bien trop faibles réponses politiques positives du gouvernement.

Il ne fait aucun doute que la réussite de ce plan dépendait de la majorité parlementaire, mais surtout du mouvement populaire en faveur de ces actions. Il est sans doute temps de retrouver une véritable communauté nationale, soucieuse aussi de protéger la population des pollutions qui provoquent à la fois de nouvelles maladies, détruisent les espèces et dégrade les conditions de vie sur Terre (15). La France a accepté un nouveau pari, les citoyens avaient beaucoup à gagner de cette élection, mais ils avaient aussi beaucoup à perdre.

Deux années plus tard, la politique conduite par le gouvernement socialiste n'est pas à la hauteur de celle que souhaitent ses partisans. En 1981, nous affirmions que les objectifs de la première année ne seraient certainement pas "économiques". Le desserrement de ces contraintes a donc duré dix-huit mois. L'addition à payer n'est finalement pas si lourde que ça, au strict plan du pouvoir d'achat des français au moins, mais elle risque bien plus élevée en perte d'espérance. La question des délais dans les décisions n'a pas été bien posée. En 1981, il fallait engager un contrôle de certains prix, lequel ne vint qu'en 1982. De même un contrôle strict des changes devait être engagé dès 1981 compte tenu des oppositions internationales du pouvoir de l'argent face à un gouvernement composé de quelques Ministres communistes, il n'apparut qu'en avril 1983. Enfin, dès 1981, une action solide en faveur de l'épargne populaire qui n'a été introduite qu'avec trop de précaution (création des livrets d'épargne populaire, puis dans quelques mesures concernant les taux ou les dépôts dans le plan de rigueur). Les fameux "décalages de temps" n'ont pas été respectés. Il en résulte aujourd'hui une crise de confiance assez grave, qui conduit le gouvernement socialiste à prendre des mesures que Raymond Barre a beaucoup de mal à désavouer.

La France reste aussi une puissance nucléaire, même si elle a continué, dans l'ordre international, à promouvoir un désarmement pour le développement qui fait aujourd'hui l'objet de réflexions et d'études spécifiques dans les locaux de l'ONU aussi bien à New York qu'à Genève (2). Il s'agit de lutter contre la course aux armements et, à la suite d'accords négociés entre les partis,

de fournir une partie des financements économisée dans le surarmement à l'aide au pays en voie de développement, selon des procédures admises par les Grandes puissances de l'Est et de l'Ouest (8).

L'impôt sur la fortune a été un serpent de mer. Il existe bien sûr, mais sa productivité est trop faible pour renflouer les caisses de l'Etat, trop politique pour intéresser les masses et suffisamment inquiétant pour les propriétaires de capitaux. Alors que l'on pouvait s'attendre à une baisse des valeurs françaises sur les places boursières, les taux d'intérêt, le resserrement du marché et les avantages fiscaux ont inversé ce pronostic. Il est paradoxal de constater que la Bourse est en hausse en période de crise et en baisse en période de croissance.

En ce qui concerne l'emploi, le plan socialiste a été assez efficace. Cependant, il est difficile de connaître le coût réel de cette politique qui peut remettre en cause, à terme, la croissance elle-même. Un contrat de solidarité ne serait-il pas aussi un moyen astucieux de diminuer les chiffres réels des chômeurs ? Nous ne devrions pas parler exclusivement du nombre des chômeurs, mais aussi de l'activité réelle des Français en heures de travail. Nous pouvons alors constater que cette action en matière d'emploi a surtout conduit à une redistribution de l'activité des jeunes vers de jeunes retraités. D'un point de vue social, cette situation est certainement mieux vécue que la précédente, mais d'un point de vue économique elle n'est certainement la plus efficace. L'absence d'une réelle politique industrielle est très inquiétante, dans un monde où la guerre économique latente menace les intérêts nationaux. A quoi peuvent donc bien servir des entreprises nationalisées si le gouvernement ne peut contrôler les dirigeants qu'il a nommés ? Quel rôle accorde-t-on la planification souple qui est un instrument intéressant de préparation à l'avenir ? Le gouvernement navigue à vue et il n'utilise pas tous ses instruments de contrôle de l'équipage pour sortir de ce mauvais pas. Bien sûr, une politique de rigueur était nécessaire, mais dès la fin 1981 et en préparant 1985. En outre, utiliser sans cesse le PIB comme base d'un développement économique et humain de la Nation n'est pas justifié, lorsque seul cet indicateur est valorisé, car il ne fait aucunement référence à la qualité de ce qui est produit, aux inégalités sociales ou de la destruction des ressources et des espèces naturelles. Sans doute que dans les années à venir, un objectif de croissance zéro pourrait être choisi, en vue de sauvegarder les potentiels de la Nature (15).

Concernant les autres projets, à part l'abolition de la peine de mort et la fin du monopole de la radio, il faut bien admettre que

les réformes ont été timides si l'on exclue la nationalisation des grandes firmes et banques. Mais l'on ne reparle plus du doublement de l'aide publique au développement, des référendums locaux, de la réforme du service national, de la revalorisation de l'enseignement, etc. Bien sûr, il reste beaucoup de temps au chef de l'Etat pour promouvoir une nouvelle vague de réformes, mais il semble bien qu'il ait, en partie, réformé son idée de réforme. Son pouvoir prend de plus en plus, une forme monarchiste, dans le secret de sa propre pensée.

Un nouvel Ordre économique international ?

La notion de nouvel ordre économique mondial est à la mode. Pourtant, elle n'est pas le produit d'une conceptualisation précise réalisée par un groupe d'experts internationaux et accepté par les organes politiques internationaux. Cette conception s'est développée peu à peu dans le Tiers-Monde et même les pays du Sud, mais son contenu est encore mal précisé (7). Très schématiquement, le nouvel ordre économique international propose une nouvelle organisation de la production assurant dans le moyen et le long terme une meilleure satisfaction des besoins de la population mondiale. L'ordre économique actuel est analysé comme un obstacle au développement, favorisant les riches au détriment des pauvres. Les pays en voie de développement rejettent le recours à la dynamique externe du développement au profit de la dynamique interne.

La dynamique externe s'exprime à la fois par la promotion des exportations (essentiellement matières premières et produits agricoles) et par la substitution d'importation. Ces politiques conduisent à plusieurs effets pervers

- l'accélération de l'intégration au marché mondial fragilise l'économie nationale ; la dépendance à l'égard de l'extérieur est accrue, d'autant que les règles du marché sont définies dans les pays développés. Les politiques industrielles devraient être reconsidérées (11).

- L'autonomie du procès d'accumulation n'est pas assurée. Les biens de production sont produits dans les pays développés, les industries d'exportation constituent des excroissances à l'économie nationale, elles détruisent les industries traditionnelles et la capacité de financement des pays en voie de développement dépend étroitement des marchés extérieurs. Aucun effet d'entraînement n'apparaît, alors que la dépendance vis-à-vis de l'extérieur croît.

La dynamique interne implique un développement autocentré. Il ne s'agit pas en l'occurrence d'un retour mythique à l'autarcie. Il s'agit de la volonté de créer un tissu industriel capable de

provoquer les effets cumulatifs du développement économique. Pour ce faire, plusieurs structures internes doivent être développées : volonté de l'Etat de sortir le pays de la dépendance vis-à-vis du marché mondial, développement d'un secteur public cherchant systématiquement les industries nécessaires à la croissance, contrôle strict des relations économiques avec l'extérieur, recherche de toutes les solutions de valorisation des potentialités humaines et naturelles, acceptation de l'effort de développement et des problèmes sociaux afférents. Une planification de l'effort de développement apparaît nécessaire, d'autant que dans les pays en voie de développement il n'existe qu'une très faible propension à l'innovation, compte tenu à la fois de l'insuffisance des formations et de la concurrence dissuasive des pays développés.

Cette stratégie de la dynamique interne n'implique pas pour autant un refus de toute aide. Pourtant, elle ne peut que refuser l'aide d'ordre "politique » car celle-ci conduit à une nouvelle forme de dépendance. Les motivations économiques restent importantes, certains économistes assurant que cette aide est, en fait, une subvention déguisée aux exportations des pays développés. Le nouvel ordre économique international implique à la fois le développement des aides multilatérales et la réduction progressive du degré d'interventionnisme des organisations économiques internationales actuelles.

La mise en oeuvre du nouvel ordre économique international réclamé par les pays du Sud passe par la nationalisation des ressources naturelles, la recherche de l'autosuffisance alimentaire, la volonté de l'effort d'une industrialisation en profondeur, mais aussi la protection de la Terre qui subit des pollutions de toutes sortes affectant la santé et le cadre de vie des citoyens (6). Pourtant, il y a un large fossé entre la conception et la réalisation. Il faut lutter contre l'idée selon laquelle ce nouvel ordre économique international est en marche, il a même sans doute reculé. Il n'est donc qu'une espérance à long terme

Aujourd'hui, la « Reaganomics » est en marche, elle donne de la force au secteur privé au détriment des intérêts collectifs. Le mouvement long de l'économie mondiale s'inscrit plutôt dans l'ouverture aux marchés mondiaux, orchestrée par des firmes multinationales qui ont vocation à devenir des forces économiques capables de déstabiliser les politiques publiques des Etats. Les pays à économie planifiée sont malmenés économiquement par un capitalisme triomphant, mais l'URSS dispose aujourd'hui d'une force militaire, notamment nucléaire, qui transforme les rapports de force entre les deux systèmes antagoniques. L'évolution de ces forces contradictoires ouvre vers des lendemains de développement économique soutenu par de nouvelles technologies puissantes, mais aussi vers des

confrontations politiques, économiques, sociétales entre les groupes d'Etats favorables aux guerres civiles ou militaires.

Notes et Bibliographie

- (1) Attali, J. (1978) *La nouvelle économie française*, Flammarion, Paris.
- (2) Colard, D., Fontanel, J., Guilhaudis, J-F. (1981), *Le désarmement pour le développement*, Fondation pour les Etudes de Défense Nationale, 19.
- (3) Fontanel, J. (1977). Le besoin, comme nécessité de l'action. *Pour une nouvelle théorie économique des besoins*, Université des Sciences Sociales de Grenoble.
- (4) Fontanel, J. (1978), Les besoins et l'économique, *Le Monde de l'Economie*, Juillet.
- (5) Fontanel, J. (1979), *L'anti-publicité*, Université des Sciences Sociales de Grenoble.
- (6) Fontanel, J. (1979) *Ecologie, économie et plurigestion*, Ed. Entente,
- (7) Fontanel, J. (1981), *Organisations économiques internationales*, Masson, Paris.
- (8) Fontanel, J. (1983), *L'économie des armes*, La Découverte.
- (9) Galbraith, K. (1970), *L'ère de l'opulence*, Calmann Levy, Paris
- (10) Galtung, J. 1979), *Développement, environnement et technologie : vers une technologie de l'autonomie*, CNUCED, Genève.
- (11) Granstedt, I. (1981), *L'impasse industrielle*, Le Seuil.
- (12) Ilich, I. (1973) *La convivialité*, Le Seuil
- (13) Lorenzi, J.H., Pastre, O., Toledano, J. (1980), *La crise du XXe siècle*, Economica, Paris.
- (14) Parti Socialiste (1981), *110 Propositions pour la France*. Programme de gouvernement préparé par le Parti socialiste pour l'élection présidentielle d'avril-mai 1981.
- (15) Passet, R. (1979), *L'économie et le vivant*, Payot, Paris.
- (16) Sauvy, A. (1973) *Croissance zéro*, Calmann Levy. Paris
- (17) Weisskopf (1976). *Aliénation, idéologie et répression*, PUF, Paris.